



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-88 - Séance du 08 novembre 2018

ACTES

7. Finances locales

7.3 Emprunts

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	24
28	19	24	Contre	0
			Abstention	0

L'an 2018, le 08 novembre à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 02 novembre 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 02 novembre 2018.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna, MICHEL Yves

Pouvoirs de : Séverine MONIN pour David RIBEIRO - Jean-Luc DE LA CLERGERIE pour Sandrine GAUTIER - Christophe KASZUBA pour Béatrice BASSO – Olivier DURIX pour Jean-Luc MEISSONNIER – Patricia VANGREVELYNGHE pour François RODENAS

Absents : PEETERS Fabien – SIMAR Morgan – VIDAL Stéphane - PERRIER Thierry

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM2018-88 – AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LA RÉALISATION D'EMPRUNTS CONTRACTÉS PAR LE CCAS

Madame Marie-Thérèse AMALVY, Conseillère municipale, explique que le CCAS envisage de recourir à l'emprunt pour les travaux de reconstruction de l'EHPAD « Les Pins Bessons ». Ces emprunts seront contractés sur le budget principal du CCAS.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2121-34 du Code Général des Collectivités Territoriales, le CCAS doit solliciter l'avis conforme du Conseil Municipal pour pouvoir contracter ces prêts.

Le projet de reconstruction de l'EHPAD est financé par la Caisse des Dépôts et Consignations à travers un prêt PLS et un prêt PHARE dont les caractéristiques sont les suivantes :

Caractéristiques	PHARE	PLS
Enveloppe		PLSDD 2017
Montant	1 353 580€	4 401 995€
Commission d'instruction	810€	2 640€
Durée de la période	Trimestrielle	Annuelle
Taux de la période TEG	0,59%	1,86%
TEG	2,34%	1,86%
PHASE DE PREFINANCEMENT		
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	2,36%	Livret A + 1,11%
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation
PHASE D'AMORTISSEMENT		
Durée	35 ans	35 ans
Index	Taux fixe	Livret A
Marge fixe sur index	-	1,11%
Taux d'intérêt	2,36%	Livret A + 1,11%
Périodicité	Trimestrielle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)	Amortissement prioritaire (échéance déduite)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	Sans objet	SR
Taux de progressivité de l'amortissement	0%	0%

Ces prêts seront inscrits au budget primitif principal 2019 du CCAS.

Le CCAS doit également recourir à un emprunt à court terme de 545 000 € sur l'exercice 2018 afin de financer les études et travaux préparatoires à ce projet.

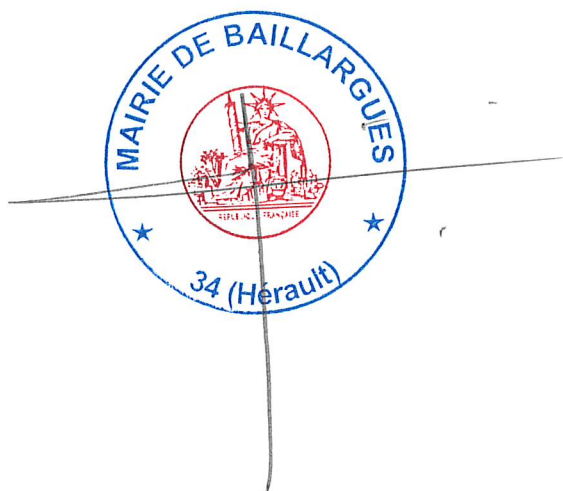
Après consultation de plusieurs organismes, le CCAS envisage de contracter auprès du Crédit Agricole un prêt à court terme dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Montant : 545 000€
- Durée : 24 mois
- Remboursement du capital à l'échéance finale
- Paiement des intérêts : à terme échu, en périodicité mensuelle,
- Taux fixe 0,61%

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Madame Marie-Thérèse AMALVY et après en avoir délibéré à l'unanimité, **EMET** un avis favorable à ces demandes d'avis conformes.

Pour extrait conforme,
Le 09 novembre 2018,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le |
- de sa publication le |

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.